









<p>2018-155</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Demande d'interprétation</p>	<p>Arrêt n° 34/2018 du 22 mars 2018</p> <p>Interprétation de l'étendue du maintien des effets</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6981</p>	<p>Droit fiscal - Taxe sur la valeur ajoutée - Exonération - Jeux de hasard et d'argent en ligne - Suppression - Maintien des effets des dispositions annulées</p>
<p>2018-154</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (art. 1er, 2 et 46)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6792</p>	<p>Droit social - Sécurité sociale - Accidents du travail - Responsabilité civile - Mandataires et préposés de l'employeur - Régime de l'immunité civile - Exclusion quand la victime est une personne suivant une formation professionnelle individuelle</p>
<p>2018-153</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Loi du 14 juin 2017 modifiant l'article 36bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel</p> <p>Annulation (art. 3) - Maintien des effets de la disposition annulée - Rejet des recours pour le surplus</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6762 • 6768</p>	<p>Traitement de données à caractère personnel - Comités sectoriels - Dispense d'autorisation préalable - Services de police dans l'exercice de leurs missions de police administrative et de police judiciaire</p>
<p>2018-152</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Décret de la Communauté flamande du 16 juin 2017 relatif à l'enseignement XXVII (art. V.8)</p> <p>Rejet du recours</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6748</p>	<p>Enseignement - Communauté flamande - Organisation - Enseignement pour adultes - Centres d'éducation des adultes - Subventionnement et normes de rationalisation</p>
<p>2018-151</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Code judiciaire (art. 1675/13, § 3, et 1675/13bis, § 2)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6740</p>	<p>Droit judiciaire - Règlement collectif de dettes - Plan de règlement judiciaire - Remise de dettes - Créances des institutions de sécurité sociale victimes de fraude sociale</p>
<p>2018-150</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Loi du 25 décembre 2016 modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice (art. 120 à 125, 127 à 132 et 146)</p> <p>Rejet du recours</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6702</p>	<p>Droit pénal - Administration pénitentiaire et statut juridique des détenus - Conseil central de surveillance pénitentiaire et Commissions de surveillance - Indépendance et impartialité</p>
<p>2018-149</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Loi-programme du 25 décembre 2016 (art. 122 et 123: modification des art. 120 et 126² du Code des droits et taxes divers)</p> <p>Questions préjudicielles posées à la Cour de justice de l'Union européenne</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6681</p>	<p>Code des droits et taxes divers - Taxes diverses - Taxe sur les opérations de bourse - Extension du champ d'application - Intermédiaire établi à l'étranger</p>
<p>2018-148</p>  <p>08-11-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Code civil (art. 2244)</p> <p>Violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6640</p>	<p>Droit civil - Action en dommages et intérêts - Prescription - Interruption - Recours en annulation au Conseil d'Etat - Absence d'effet interruptif lorsque le recours n'aboutit pas à un arrêt d'annulation</p>

